

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE

35 route de Strasbourg
67270 HOCHFELDEN

Références : 0006704117/CF/CE
Code AIOT : 0006704117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE implanté 11 ROUTE DE SAVERNE - 67370 WIWERSHEIM. L'inspection a été annoncée le 07/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la mise en demeure du 05/12/2023 et action régionale "Travaux par point chauds"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE
- 11 ROUTE DE SAVERNE - 67370 WIWERSHEIM
- Code AIOT : 0006704117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative Comptoir Agricole gère une trentaine d'exploitation dans le Bas-Rhin dont le comptoir agricole de Wiwersheim. Le site de Wiwersheim accueille trois activités principales :

- le stockage de céréales ;
- le stockage et la vente de produits phytosanitaires ;
- le stockage et la vente d'engrais et de semences.

Il est soumis à Autorisation au titre de la rubrique 2160 (silos) de la nomenclature ICPE et dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 05/03/1996.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Produits autorisés pour stockage en silo et rétentions	AP de Mise en Demeure du 05/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Situation administrative	Lettre du 05/12/2023	Sans objet
3	Règles d'exploitation et consignes	Arrêté Préfectoral du 05/03/1996, article 19.3	Sans objet
4	Travaux par points chauds - identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Travaux par points chauds - Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Travaux par points chauds - Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
7	Travaux par points chauds - Affichage interdiction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux par points chauds - Surveillance de fin des travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé le point objet de la mise en demeure du 05/12/2023.

Il dispose d'une organisation spécifique en vue de limiter et d'encadrer les travaux par points chauds.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits autorisés pour stockage en silo et rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : "La société COMPTOIR AGRICOLE, dont le siège social se situe 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), pour le site qu'elle exploite 11 route de Saverne à WIWERSHEIM (67370), est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après : <u>dans un délai d'un mois</u> - de l'arrêté préfectoral susvisé du 05/03/1996 : <ul style="list-style-type: none"> article 21.2 « (...) Les produits stockés ou manipulés seront exclusivement des céréales. » "
Constats : L'exploitant a déplacé la cuve de fioul qui se trouvait dans le bâtiment abritant le silo de stockage de céréales, sous abri, dans une autre zone du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 05/12/2023
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour
Prescription contrôlée : « (...) Je vous demande de bien vouloir transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois, le tableau de nomenclature des installations classées et non classées sur le site de votre comptoir agricole à Wiwersheim mis à jour, en précisant notamment la liste détaillée des engrais stockés et leur volume au regard des rubriques concernées. Je vous invite également à bien vouloir accompagner le tableau de la nomenclature d'un plan permettant de situer précisément les différentes installations classées sur le site. »
Constats : L'exploitant a transmis par courriel, en date du 07/02/2025, le tableau des rubriques mis à jour. Le tableau comporte les volumes maximum de produits susceptibles d'être présent sur site sans toutefois indiquer précisément la liste des engrais stockés. Ce point a fait l'objet d'une vérification spécifique lors de la visite (cf point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Règles d'exploitation et consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/1996, article 19.3
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
Prescription contrôlée : « (...) L'exploitant tiendra à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes (...). »
Constats : Les activités du comptoir agricole de Wiwersheim sont : <ul style="list-style-type: none">- le stockage de céréales ;- le stockage et la vente de produits phytosanitaires ;- le stockage et la vente d'engrais et de semences. Lors de la visite l'inspection procède, par sondage, à la vérification des quantités de produits phytosanitaires et d'engrais stockés pour les rubriques suivantes 4110, 4140 et 4702. <u>1. Produits phytosanitaires</u> Le sondage porte sur les rubriques suivantes 4110 - Toxicité aiguë de catégorie 1 et 4140 - Toxicité aiguë catégorie 3. Dans le tableau des rubriques mis à jour et transmis par l'exploitant préalablement à la visite (cf constat n°2), celui-ci précise être classé à déclaration pour la rubrique 4110 - Toxicité aiguë catégorie 1 et en dessous des seuils de classement pour les autres substances et mélanges dangereux (rubriques 4000). L'exploitant dispose d'une armoire de stockage spécifique pour ces produits dans le magasin. L'inspection observe dans cette armoire les produits phytosanitaires suivants : <ul style="list-style-type: none">- un herbicide dénommé Bogota plus (3 bidons de 5 l) ;- un régulateur de croissance dénommé C5 Flex (9 bidons de 20 l).

Ces stocks représentent un volume total de produit de 195 litres. Les fiches de données de sécurité communiquées par l'exploitant ne précisent pas la masse volumique de ces produits mais les données suivantes sont disponibles sur les sites internet des fabricants : 1,121 g/mL pour BOGOTA plus et 1,11 g/mL pour C5 FLEX. On peut donc estimer que les produits en stock représentent un poids respectif de 16,8 kg (15 l x 1,121 g/mL) et 199,8 kg (180 l x 1,11 g/mL), soit un total d'environ 200 kg.

Ces deux produits comportent, entre autres, le pictogramme "produits toxiques ou mortels". A l'étude des fiches de données de sécurité remises par l'exploitant, ces deux produits présentent les mentions de danger H301 - Toxicité aiguë (par voie orale) , catégorie 3 de la classification des substances et des mélanges (dite classification CLP). Ces produits ne relèvent donc pas de la rubrique 4110 - Toxicité aiguë catégorie 1 mais de la rubrique 4140-2 Substances et mélanges liquides - Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale.

L'exploitant déclare stocker tous les produits portant le pictogramme "produits toxiques ou mortels" dans cette armoire et ne pas avoir d'autres produits présentant de mention de danger relevant de la rubrique 4110 - Toxicité aiguë de catégorie 1 en stock sur site.

Dans le tableau mis à jour, l'exploitant a déclaré ne pas être classé pour cette rubrique. Les quantités de substances et mélanges liquides - Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale détenues le jour de la visite de 200 kg sont effectivement inférieures au seuil d'entrée dans la rubrique 4140-2 qui est de 1 tonne.

Le jour de la visite, le contrôle de l'état des stocks par sondage est conforme aux quantités déclarées par l'exploitant.

2. Engrais

Le sondage porte sur la rubrique 4702 - Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium.

Pour faire le point sur les produits relevant de cette rubrique en stock sur site, l'exploitant utilise son logiciel de suivi stock. Il édite à partir de ce logiciel, l'inventaire des engrais solides présents sur site. Cet inventaire distingue les produits relevant des quatre sous-rubriques I, II, III et IV prévues à la rubrique 4702 de la nomenclature des installations classées. Il édite deux listes :

- la liste des engrais solides présents relevant de la rubriques 4702 I+II+III ;
- la liste des engrais correspondant à la 4702 IV.

Les quantités en stock sont d'environ 343 tonnes pour la 4702 I+II+III, dont 257 t de catégorie III et d'environ 200 t pour la 4702 IV.

Dans le tableau des rubriques mis à jour et transmis par l'exploitant préalablement à la visite, celui-ci avait déclaré un volume de 495 t d'engrais de catégorie I+II+III et 1200 t d'engrais de catégorie IV.

L'exploitant précise qu'il ne stocke plus d'engrais relevant de la rubrique 4702 I sur site.

Le jour de la visite, le contrôle de l'état des stocks par sondage est conforme aux quantités déclarées par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux par points chauds - identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : « L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. »
Constats : L'exploitant dispose de deux systèmes de plans des zones à risque : <ul style="list-style-type: none">- un plan global « classement ICPE » avec les pictogrammes de dangers associés aux installations classées exploitées ;- un plan détaillé des silos avec les zones à risque incendie et explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Travaux par points chauds - Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : « Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. »
Constats : Les consignes d'exploitation et de sécurité liées aux travaux par points chauds ne sont pas affichées dans le poste de supervision du site fréquenté quotidiennement par les conducteurs du silo. Cependant ces consignes existent, elles sont accessibles sur une base de données recensant l'ensemble des consignes et procédures et dans le manuel d'organisation au format papier. Un des conducteurs de silo interrogé, lors de la visite, connaît et sait utiliser ces outils. Il en fait la démonstration en cherchant et en affichant la fiche dédiée aux travaux par points chauds et les procédures correspondantes. Il convient toutefois que l'exploitant affiche ces consigne dans le poste de supervision.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux par points chauds - Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : « Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de

travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant présente un plan de prévention à jour daté et signé pour une intervention sur une zone ATEX (ou ATmosphère Explosible) qui n'a pas nécessité de travaux par points chauds.

Il s'agissait de travaux de maintenance réalisés entre le 16 janvier et le 14 février 2025 sur des canalisations de transport du grain vertical.

L'exploitant précise que le conducteur du silo supervise toujours le début et la fin des travaux afin de s'assurer que la remise en marche de l'équipement pourra se faire sans risque.

Dans le plan de prévention consulté en exemple, il est bien rappelé que « les travaux par points chauds sont strictement interdits dans le cadre de ce plan de prévention ».

A la demande de l'inspection, l'exploitant expose que les derniers travaux par points chauds datent de l'été dernier, sur le séchoir. Il présente le plan de prévention et le permis feu associés.

Afin de limiter au maximum les risques, l'exploitant précise que dès que cela est possible, il privilégie le démontage des équipements et leur maintenance en dehors du silo ou des zones ATEX lorsqu'une intervention par point chaud est nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux par points chauds - Affichage interdiction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

« Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter sous une forme quelconque (...). Cette interdiction est affichée en caractère apparent. »

Constats :

Lors de la visite des installations, un affichage de l'interdiction d'apporter du feu est présent dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion (cf photo du message affiché en annexe).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux par points chauds - Surveillance de fin des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : « Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement. »
Constats : L'exploitant précise que le conducteur du silo supervise toujours le début et la fin des travaux afin de s'assurer que la remise en marche de l'équipement pourra se faire sans risque, il vise alors le permis feu. C'est bien le cas pour le permis feu relatif aux travaux réalisés l'été dernier et pour lesquels l'exploitant a présenté le permis feu.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe



Photo prise lors de la visite du 19/03/2025 - affichage permis feu et consignes

